

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 702e

SEANCE

Jeu di 6 décembre 1956,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

Point 33 de l'ordre du jour :	Page
Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée (suite)	
Article nouveau (suite).....	103

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Projet de convention sur la nationalité de la femme mariée [résolution 587 E (XX) du Conseil économique et social, A/2944, A/3059, A/C.6/L.373, A/3154 (chap. VII, sect. IX, par. 541), A/3193, A/C.3/L.513, A/C.3/L.519, A/C.3/L.520, A/C.3/L.521, A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2] (suite)

ARTICLE NOUVEAU (suite)

1. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) se sent obligé, étant donné certaines déclarations faites au sujet de la proposition dont sa délégation est l'un des auteurs (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), d'exposer à nouveau la position du Chili à l'égard du colonialisme. L'attitude de son gouvernement à l'égard de ce système anachronique n'a pas changé: comme tous les pays d'Amérique latine, le Chili est opposé au colonialisme sous toutes ses formes. Cependant, les représentants ne participent pas aux débats de la Troisième Commission pour prêcher l'anticolonialisme: leur rôle est de surmonter les obstacles qui pourraient empêcher certains Etats de signer une convention humanitaire.
2. La proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) comporte deux éléments principaux: un engagement international exprès de la part des Etats, fondé sur l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et une disposition aux termes de laquelle les Etats doivent faire rapport chaque année au Secrétaire général sur les progrès réalisés. On ne saurait mettre en doute les sentiments anticolonialistes des pays d'Amérique latine; pourtant, de l'avis des auteurs de la proposition, ce n'est pas en adoptant une attitude exagérément rigoureuse qu'on améliorera la condition des femmes dans les territoires non autonomes. La Commission ne peut créer un monde nouveau; elle peut simplement s'efforcer de favoriser le bien-être du plus grand nombre possible d'êtres humains. Le progrès de la civilisation est marqué par une série de compromis entre le dynamisme social et l'immobilisme des intérêts acquis. La Commission devrait essayer de réaliser un tel compromis dans le cas présent.
3. M. EUSTATHIADES (Grèce) estime que la situation n'est pas claire. Les efforts entrepris par les auteurs du projet commun (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) pour parvenir à une solution de

compromis sont louables, mais ils semblent avoir dépassé quelque peu leur intention initiale. En fait, le projet commun semble laisser aux Etats métropolitains une plus grande latitude que la proposition du Royaume-Uni (A/C.3/L.522), qui a été retirée à la séance précédente, peut-être pour cette raison. Cependant, de très nombreux membres de la Commission jugent que la convention ne devrait pas comporter de clause qui aurait même l'apparence d'une clause coloniale. Bien entendu, le sort du colonialisme ne dépend pas des clauses qui figurent dans les accords internationaux, notamment dans les conventions techniques comme celles que la Commission examine; il dépend de la force des Etats colonialistes, contre laquelle pourtant s'élèvent la puissance de la liberté et la force de la Charte des Nations Unies. Le problème essentiel consiste à respecter les principes de la Charte, qui interdisent toute discrimination fondée sur le statut d'un territoire. C'est de ce seul point de vue que la délégation hellénique objecte à l'insertion d'une clause territoriale.

4. Les délégations qui se serviraient de la Troisième Commission pour y réaliser une victoire du colonialisme n'auraient pas bien choisi leur terrain. La délégation hellénique veut espérer qu'elles le savent. Si donc autre est leur souci, à savoir les difficultés internes et constitutionnelles des Etats métropolitains quant à l'application de la convention aux territoires dépendants, de telles difficultés ne concernent pas la Commission; il s'agit de problèmes d'ordre purement intérieur, qui, avec de la bonne volonté, peuvent être envisagés avant la ratification. Dans ce cas, les Etats ne signeront vraisemblablement pas la convention avant de s'être assurés qu'elle peut être appliquée aux territoires non autonomes.

5. La délégation hellénique votera contre le projet commun parce qu'elle ne veut pas que l'on puisse utiliser comme précédent une clause territoriale qui figurerait dans la convention, comme on l'a fait pour une clause analogue dans la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage.

6. M. AYALA MERCADO (Bolivie) estime que les représentants de la Belgique et du Royaume-Uni n'ont pas expliqué clairement les difficultés qui les ont déterminés à présenter leurs propositions. Toutes les conventions devraient faire l'objet d'une application universelle et immédiate; une clause territoriale qui restreindrait et retarderait l'application de la convention serait antidémocratique. La Troisième Commission s'intéresse à des principes fondamentaux et, de ce point de vue, rien ne saurait justifier que l'on traite les femmes des territoires non autonomes autrement que les femmes des Etats métropolitains. L'argument selon lequel les populations des territoires non autonomes ne seraient pas encore parvenues à un niveau de développement suffisamment élevé n'est pas convaincant, pas plus que ce qu'on a dit du caractère progressif des dispositions de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Les

puissances métropolitaines ne devraient pas avoir peur de traiter les populations des territoires non autonomes comme les égales de la leur. En outre, la convention constitue dans une certaine mesure une victoire juridique et sociale et la conséquence historique de telles victoires dans les territoires non autonomes est de stimuler le désir d'accomplir de nouveaux progrès.

7. La délégation bolivienne votera contre la proposition de la Belgique (A/C.3/L.513); elle votera également contre la proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) qui, bien qu'elle représente un effort de conciliation louable, se borne à reprendre des propositions antérieures.

8. Mlle MAÑAS (Cuba) déclare que l'apatridie qui résulte, dans certains pays, du mariage d'une femme avec un étranger est une injustice qu'il faut abolir. Etant donné l'importance de la convention à l'étude, il est essentiel que ses dispositions soient étendues à un aussi grand nombre de femmes que possible; cela signifie qu'il faut se garder d'un perfectionnisme excessif. Si les puissances métropolitaines se voient dans l'impossibilité de signer la convention par suite de l'absence d'une clause territoriale, les territoires non autonomes seront privés des avantages de la convention; loin d'avoir contribué au progrès de ces territoires vers l'autonomie et l'indépendance, on l'aura freiné. Mlle Mañas votera donc en faveur de la proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), qui constitue une heureux compromis, mais elle votera contre la proposition belge (A/C.3/L.513), qui est beaucoup plus restrictive.

9. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) remercie les représentants qui ont parlé en faveur de la proposition dont sa délégation est l'un des auteurs (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2). Il tient à réaffirmer que le Pérou, comme tous les pays d'Amérique latine, est résolument anticolonialiste; la délégation péruvienne est capable, cependant, de considérer le problème sous un angle objectif. C'est pourquoi elle a décidé de présenter la proposition de compromis mentionnée ci-dessus, afin de permettre une large participation à la convention, et parce qu'elle estime que c'est par la conciliation qu'on amènera finalement la disparition du colonialisme.

10. Il y a trois types de clauses territoriales: la première laisse l'application d'un instrument donné à l'entière discrétion de l'Etat métropolitain; malgré sa rigidité, cette formule a trouvé place dans plusieurs conventions internationales, notamment dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide qui a été signée sans réserve par l'Arabie Saoudite, l'Egypte et la Syrie. La clause du deuxième type prévoit que l'instrument sera appliqué aux territoires non autonomes, à moins que l'Etat métropolitain n'en décide autrement. La clause du troisième type, qui figure seulement dans deux instruments des Nations Unies: l'Accord relatif au Fonds monétaire international et la Convention pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, prévoit l'application automatique à tous les territoires non autonomes.

11. On peut dire de la proposition des trois puissances qu'elle se range parmi les formules les plus libérales du deuxième type. Ses auteurs considèrent que la meilleure formule est celle du troisième type, mais ils ont jugé que leur texte imposait des obligations importantes aux puissances métropolitaines et qu'il était beaucoup moins restrictif que la clause coloniale classique. Il prévoit en outre que les puissances métro-

politaines doivent commencer immédiatement à prendre les mesures constitutionnelles nécessaires; les suppressions suggérées par le représentant de la Syrie (701ème séance) affaibliraient donc le texte de cette proposition. Celle-ci part du principe que la convention devrait pouvoir être signée par le plus grand nombre d'Etats possible et appliquée aux territoires non autonomes. Il est indubitable que le principe de l'application universelle est bien fondé, mais il faut tenir compte de la réalité. Etant donné qu'il y a encore des territoires non autonomes, on devrait considérer toute proposition du genre du texte commun, qui empêchera les puissances métropolitaines d'agir de façon arbitraire, comme un progrès vers la réalisation des buts de la Charte.

12. Mme SHOHAM-SHARON (Israël) déclare que l'attitude de sa délégation est motivée par le désir de permettre au plus grand nombre possible de femmes dans le monde de bénéficier des dispositions de la convention. Le Gouvernement israélien appuie le principe de l'universalité d'application, mais ne peut méconnaître certaines réalités politiques. Il considère que le meilleur moyen de servir les intérêts des populations des territoires non autonomes n'est pas d'empêcher les puissances métropolitaines de signer la convention. La représentante d'Israël se félicite de l'esprit de compromis et de conciliation dont ont fait preuve les trois délégations qui ont présenté le projet commun (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2); elle est satisfaite de voir que ce projet prévoit une obligation spécifique, au lieu de prévoir un engagement facultatif, comme le faisait l'ancien amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.373, point 1). Sa délégation votera pour le projet commun, bien que la nouvelle proposition britannique (A/C.3/L.522) — qui a été retirée par son auteur (701ème séance) — lui eût paru préférable, parce que plus précise dans l'énoncé des engagements et des mesures à prendre. Les modifications proposées oralement par le représentant de la Syrie (701ème séance) affaibliraient la proposition des trois puissances, parce qu'elles ne tiennent pas compte du facteur temps.

13. La délégation israélienne ne peut pas voter pour la proposition belge (A/C.3/L.513).

14. M. PONCE (Equateur) estime que la convention à l'étude étant un instrument juridique, le problème actuel doit être examiné du point de vue juridique. A la séance précédente, le représentant de l'Egypte a bien mis à jour l'essentiel du problème lorsqu'il a demandé s'il était nécessaire de prévoir une clause d'application territoriale dans la convention. L'argument juridique que l'on peut invoquer en faveur de l'insertion d'une clause de ce genre ressort très nettement du sous-amendement français (A/C.3/L.521) au texte belge (A/C.3/L.513): cet argument est tiré du fait que certains territoires ont un régime particulier en ce qui concerne la nationalité. La première phrase du paragraphe 2 du texte proposé par le Royaume-Uni (A/C.3/L.522) prévoyait deux cas particuliers; en premier lieu, le cas où, en matière de nationalité, un territoire non métropolitain n'est pas considéré comme formant un tout avec le territoire métropolitain — ce cas soulève des questions de droit international privé — et, en second lieu, le cas où le consentement préalable d'un territoire non métropolitain est nécessaire, en vertu des lois ou pratiques constitutionnelles de l'Etat contractant ou du territoire non métropolitain — ce cas pose des questions de droit international public. Selon le Royaume-Uni, une clause d'application terri-

toriale est nécessaire pour englober ces deux cas particuliers; mais, en réalité, il n'en est pas ainsi.

15. Les trois premiers articles du projet de convention (A/3059, par. 21), que la Commission a déjà adoptés, s'appliquent aux ressortissants de chaque Etat contractant. Dans le cas de la France, il n'y a aucune difficulté, car les habitants des territoires dépendants ont tous la nationalité française. Il n'y aurait aucune difficulté dans le cas des territoires dépendant du Royaume-Uni s'il était exact — comme le supposait le représentant de l'Egypte — que tous les habitants de ces territoires possèdent la nationalité britannique. Mais la représentante du Royaume-Uni a exposé que les habitants de certains territoires avaient la nationalité britannique, tandis que d'autres ne l'avaient pas; c'est dans ce dernier cas qu'un problème se pose. Certes, la difficulté est réelle, mais l'adoption d'une clause territoriale ne permettrait pas de la résoudre, puisque, de toute manière, la convention envisagée ne s'appliquerait pas aux personnes qui ne possèdent pas la nationalité de l'Etat contractant. L'argument avancé par la délégation britannique ne résiste donc pas à l'examen.

16. La représentante du Royaume-Uni a aussi souligné que le consentement préalable d'un territoire non métropolitain était nécessaire; là encore, il s'agit d'un argument qui ne se soutient pas. Un Etat contractant ne peut assumer des obligations au nom d'un territoire s'il ne peut forcer celui-ci à les accepter. L'existence d'une clause territoriale ne résoudrait pas la difficulté; son absence ne devrait pas empêcher les puissances métropolitaines de signer la convention, puisque, de toute manière, cet instrument ne peut s'appliquer aux territoires dépendants du type en question sans leur consentement.

17. L'Equateur a toujours été le champion de la cause des droits de l'homme, et en particulier de la cause de la libre détermination; malheureusement, il y a loin de l'idéal que les peuples cherchent à atteindre à la réalité qu'ils sont obligés d'accepter. Dans un très louable souci d'éviter l'échec qu'entraînerait le refus des puissances métropolitaines de signer un document ne contenant pas de clause territoriale, le représentant du Pérou a proposé une formule (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) plus souple que l'amendement belge ou l'amendement du Royaume-Uni. Cependant, ce texte soulève des questions d'ordre politique qui sont hors de propos lorsqu'il s'agit d'un instrument juridique comme la convention à l'examen; la délégation de l'Equateur préférerait donc s'abstenir à son sujet. Néanmoins, étant donné qu'à défaut d'une formule de ce genre un certain nombre de pays ne pourraient signer la convention, l'Equateur a décidé, non sans hésitation, de voter pour le texte péruvien et contre la proposition belge.

18. M. BRENA (Uruguay) dit que sa délégation ne peut accepter aucune des trois propositions dont la Commission est saisie. Il reconnaît l'intention conciliatrice qui a amené la délégation péruvienne à proposer une formule nouvelle — la moins critiquable des trois; il ne saurait néanmoins se prononcer pour ce texte, dont l'effet ne différerait pas de celui des deux autres amendements. M. Brena n'entend pas critiquer les intentions de la Belgique et du Royaume-Uni, qui ont prouvé sur les champs de bataille d'Europe leur haine du totalitarisme, et il ne voudrait pas engager de discussion avec eux sur la question à l'examen. Si le projet de convention est adopté sous sa forme actuelle, il ne comportera aucune mention des puissances colo-

niales; mais si la clause territoriale que l'on propose d'y incorporer était adoptée, même sous la forme très atténuée qui lui est donnée dans le projet commun (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), la Commission couvrirait, en fait, le maintien du colonialisme. La convention à l'étude ne présente, étant donné son sujet, aucune analogie avec la convention supplémentaire relative à l'esclavage; en outre, dans le cas de cette dernière, des réserves ont été faites quant à l'article en question, et il a été expressément déclaré que celui-ci ne constituerait pas un précédent. La Commission examinera sous peu les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme; elle doit préciser son opinion sur tous les droits de l'homme et adopter une attitude ferme en ce qui concerne le colonialisme, qui peut revêtir des formes très diverses et qui, en dernière analyse, porte toujours préjudice aux intérêts des peuples dépendants.

19. A la séance précédente, le représentant de l'Arabie Saoudite a soulevé la question de la maturité des peuples dépendants. Il n'appartient pas aux puissances métropolitaines seules de décider si ces peuples ont atteint ou non le degré de maturité voulu. La liberté a ceci de commun avec le soleil qu'elle brille pour tous ou ne brille pour personne. Certes, notre époque est marquée par l'anxiété, mais peut-être sera-t-elle connue des générations futures comme une ère de libération; de nombreux peuples parviennent à la liberté, les uns grâce à leurs propres efforts, les autres grâce à la générosité des puissances coloniales dont certaines ont déjà donné des preuves tangibles de leur attachement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

20. U THWIN (Birmanie) estime que la Commission doit examiner très soigneusement la question de la clause coloniale, car cette clause intéressera nombre de peuples qui ne sont pas à l'heure actuelle représentés à l'Organisation des Nations Unies. Bien que la Commission soit chargée de l'étude des questions sociales et humanitaires, elle ne peut éviter de considérer les aspects politiques de la clause coloniale; le colonialisme est une notion politique qui sera toujours incompatible avec l'humanitarisme.

21. Les trois textes proposés sont tous taillés dans le même drap. On invoque le principe de l'universalité pour cacher des préoccupations d'intérêt personnel; les délégations parlent de l'universalité, mais approuvent des restrictions, de sorte que l'article 4 du texte actuel comporte des limitations regrettables. La clause d'application territoriale a les mêmes objectifs; elle aurait pour effet de donner aux puissances coloniales le droit d'étendre à leur gré l'application de la convention aux territoires non autonomes; elle vise à faire sanctionner l'emprise de ces puissances sur les pays qu'elles ont privés de leurs droits souverains. En admettant l'insertion d'un tel article, les Nations Unies encourageraient la violation des droits de l'homme dans les territoires dépendants. Si les puissances coloniales s'intéressaient sincèrement au bien-être de la population de ces territoires, ce n'est pas l'adoption d'une telle clause qu'elles devraient proposer; elles devraient favoriser le développement politique des territoires dépendants pour leur permettre de prendre place parmi les Nations Unies et de signer eux-mêmes la convention. Dans ces conditions, U Thwin votera contre les trois propositions.

22. Mme MARZUKI (Indonésie) déclare que, pour être rédigée avec toute la rigueur juridique voulue, la proposition belge (A/C.3/L.513), modifiée par l'amendement français (A/C.3/L.521), n'en a pas moins les

même contenu que les autres textes dont la Commission est saisie. On a prétendu qu'une clause coloniale permettrait aux puissances métropolitaines d'appliquer la convention dans les territoires dépendants après consultation des populations intéressées, ou sans consultation préalable. Dans ces conditions, la question se pose de savoir comment et par qui ces populations seront consultées. La représentante de l'Indonésie ne pense pas que les populations des territoires dépendants soient en mesure d'exprimer librement leur opinion sur cette question — pas plus d'ailleurs que sur toute autre question. A supposer même qu'il existe des conseils représentatifs, il est permis de douter que ces organes représentent réellement les habitants.

23. Mme Marzuki votera donc contre la proposition belge. Elle votera également contre la proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) qui, bien qu'elle soit inspirée d'un désir de conciliation, ne modifie pas l'esprit de l'amendement belge qu'elle ne fait que reprendre sous une forme atténuée. Le représentant de l'Égypte a demandé s'il était vraiment nécessaire d'insérer une telle clause. La Commission aurait intérêt à méditer sur cette question.

24. M. MUFTI (Syrie) rappelle qu'à la séance précédente, il a proposé aux auteurs du projet commun d'apporter quelques modifications à leur texte. Il ne tient nullement à présenter un amendement formel, car il votera contre ce texte et contre la proposition belge. L'insertion d'une clause coloniale dans le projet de convention risquerait d'être invoquée plus tard comme un précédent — exactement comme on invoque, au cours du débat actuel, des clauses du même genre incorporées dans des conventions dont l'objet n'a aucun rapport avec celui de l'instrument dont il s'agit.

25. M. PUDLAK (Tchécoslovaquie) est opposé à la proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) parce que ce texte est, essentiellement, une clause coloniale. Les puissances coloniales déclarent qu'en l'absence d'une telle clause elles se trouveront soit dans l'impossibilité de ratifier la convention, soit dans l'obligation d'imposer cette convention aux territoires qu'elles administrent. Il serait à souhaiter que ces territoires ne se voient jamais imposer de mesure pire. Le projet de convention est à l'étude depuis plusieurs années; par conséquent, les puissances coloniales auraient fort bien pu, si elles l'avaient voulu, consulter leurs territoires pendant cette période, sans parler de l'indépendance qu'elles auraient pu leur accorder. On ne doit pas transiger lorsqu'il s'agit de combattre les maux du colonialisme; un compromis ne serait à l'avantage ni des femmes des territoires non autonomes ni de la convention elle-même; seules en bénéficieraient les puissances coloniales.

26. M. ROY (Haïti) s'associe aux orateurs qui se sont opposés à toute concession à l'esprit du colonialisme; de telles concessions, même faites avec les meilleures intentions, n'aboutissent qu'à créer des précédents regrettables qui sont invoqués par la suite à tout propos. L'universalité de toutes les conventions des Nations Unies constitue un principe fondamental que l'on ne saurait sacrifier pour obtenir quelques signatures de plus à la convention. M. Roy fait appel aux pays d'Amérique latine qui, il le sait, sont des ennemis résolus du colonialisme, afin qu'ils s'opposent aux propositions dont la Commission est saisie.

27. M. STEWART (Nouvelle-Zélande) déclare que sa délégation approuve les objectifs de la convention et souhaite par conséquent qu'après son achèvement elle soit appliquée le plus largement possible, afin de

constituer un instrument vraiment efficace. Malheureusement, quelques Etats ont déjà annoncé qu'ils ne se proposaient pas de devenir parties à la convention. D'autres, dont l'appui est pour le moins douteux, semblent décidés à rendre la signature de la convention difficile pour d'autres Etats. Un troisième groupe d'Etats désiraient manifestement adhérer à cet instrument, mais ils en sont empêchés par des difficultés techniques, de caractère législatif; c'est pour surmonter ces difficultés qu'un certain nombre de propositions ont été présentées. Elles ont été âprement critiquées. M. Stewart n'arrive pas à comprendre comment le fait de mentionner les relations qui existent entre ces Etats et certains territoires non métropolitains peut être interprété comme le désir de perpétuer le colonialisme. Les relations spéciales qui existent entre les puissances métropolitaines et les territoires qu'elles administrent sont reconnues dans la Charte, et des organes des Nations Unies ont été spécialement créés en vue de les contrôler. Si un Etat ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte, on peut mettre en œuvre les dispositifs existants pour corriger cet état de choses. La Commission ne doit pas manquer de réalisme et prétendre que ces relations n'existent pas; si elle agissait ainsi, elle risquerait de dégénérer en un simple organisme délibérant dont les recommandations n'auraient aucun poids.

28. Le représentant de la Nouvelle-Zélande aurait pu appuyer la proposition du Royaume-Uni (A/C.3/L.522), mais, comme elle a été retirée, il votera pour l'amendement des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2) qui constitue un moyen terme satisfaisant entre les deux points de vue extrêmes représentés à la Commission.

29. Il regrette qu'un aussi grand nombre de délégations qui pourtant avaient insisté sur le caractère humanitaire de la convention envisagée aient jugé bon de l'examiner uniquement sous un angle politique.

30. M. BAROODY (Arabie Saoudite) fait remarquer que l'on accorde beaucoup d'importance aux difficultés techniques qui, malheureusement, empêcheraient les puissances coloniales d'étendre le bénéfice de la convention aux territoires qu'elles administrent, et par suite de réaliser l'universalité qui leur est si chère. Il est regrettable que ces mêmes puissances n'aient pas défendu le principe de l'universalité à propos de l'article 4 du projet de convention, au moment où plusieurs délégations, dont celle de l'Arabie Saoudite, ont cherché à supprimer certains obstacles à l'application du projet de convention aux femmes des Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies. Maintenant on accuse ces délégations de transformer en débat politique une discussion qu'elles n'ont pas commencée et qui a été provoquée par ceux qui compromettent le principe de l'universalité en préconisant l'insertion d'une clause coloniale.

31. Ayant lui-même observé de près le mouvement qui se manifeste à l'heure actuelle en faveur de la libre détermination, M. Baroodi peut assurer le représentant de l'Uruguay, qui a parlé de la générosité des puissances coloniales, que chaque fois qu'une telle puissance a accordé l'indépendance à une ancienne colonie elle l'a fait parce qu'elle était affaiblie par une guerre et qu'il lui aurait été plus difficile de maintenir son empire sur la colonie que de l'abandonner; dans chaque cas, le mobile a été l'opportunisme, et non la générosité.

32. On ne peut éviter les arguments politiques dans une discussion qui porte sur une question purement politique comme la clause coloniale. L'aspiration des

peuples coloniaux à la liberté est l'une des réalités du monde contemporain; lorsque ces peuples auront gagné leur indépendance, de telles discussions ne seront plus nécessaires. Entre-temps, le représentant de l'Arabie Saoudite adresse un appel à toutes les délégations afin qu'elles se prononcent contre toute proposition tendant à perpétuer les relations artificielles mentionnées par le représentant de la Nouvelle-Zélande.

33. Mlle FLOURET (Argentine) déclare qu'elle désire faire une réserve au nom de son gouvernement: ni la proposition belge ni celle des trois puissances ne devront être considérées comme concernant ou comprenant au nombre des territoires qui y sont visés les îles Malouines (îles Falkland), les îles de la Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et le secteur antarctique argentin, qui, pour des raisons historiques, géographiques et juridiques, font partie intégrante du territoire argentin.

34. La représentante de l'Argentine s'abstiendra lors du vote sur ces deux propositions.

35. M. PAZHAWAK (Afghanistan) déclare que la position et les intérêts de la délégation du Royaume-Uni lui paraissent parfaitement clairs, mais il ne comprend pas très bien les motifs qui ont inspiré la proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), étant donné que ses auteurs appartiennent à une partie du monde qui a toujours été fermement opposée au colonialisme. Si cette proposition est bien une formule de compromis, M. Pazhwak demande à ses auteurs s'ils sont vraiment disposés à consentir à un compromis sur un principe fondamental qu'ils ont toujours défendu dans le passé.

36. Pour sa part, le représentant de l'Afghanistan ne pourrait accepter un tel compromis, et par conséquent il votera contre les deux propositions dont la Commission est saisie, de même qu'il s'élèvera contre toute autre tentative visant à introduire une clause coloniale dans le projet de convention. Ce faisant, sa délégation ne se dérobe pas devant la réalité, mais elle l'aborde au contraire avec le désir de l'améliorer. Si la situation était vraiment telle que le représentant de la Nouvelle-Zélande semble le penser, point ne serait besoin d'une clause coloniale; mais, malheureusement, le colonialisme subsistera jusqu'au moment où les Nations Unies, ayant réalisé un de leurs objectifs déclarés, y auront mis fin.

37. M. TOWNSEND EZCURRA (Pérou) déclare que, comme il l'a déjà expliqué dans ses interventions antérieures, le Pérou reste fermement attaché à ses longues traditions d'anticolonialisme. La proposition des trois puissances (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2), qui constitue un effort de conciliation, n'est pas en contradiction avec cette position. Au contraire, elle impose aux puissances métropolitaines qui signeront le projet de convention l'obligation précise d'en étendre l'application à leurs territoires et de faire rapport au Secrétaire général sur les progrès réalisés dans ce sens. Elle essaie de résoudre les difficultés que rencontrent ces puissances, tout en maintenant intact le principe de l'universalité. Le représentant du Pérou est convaincu que le colonialisme est un système périmé, qui doit bientôt disparaître de la face du monde.

38. M. DIAZ CASANUEVA (Chili) partage les vues du représentant du Pérou.

39. M. MUFTI (Syrie) adresse un appel aux représentants du Chili, du Mexique et du Pérou, pour qu'ils

retirent leur proposition commune, afin que des délégations ne se voient pas obligées de voter contre un texte présenté par des gouvernements dont elles partagent entièrement le point de vue sur le colonialisme.

40. M. PAZHAWAK (Afghanistan) se joint à cet appel. Il est heureux de constater que les pays en question n'ont pas modifié leur position à l'égard de l'ensemble du problème du colonialisme.

41. Le PRESIDENT met aux voix la proposition belge (A/C.3/L.513) telle qu'elle a été modifiée par la France (A/C.3/L.521).

A la demande du représentant de l'Arabie Saoudite, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Arabie Saoudite, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Belgique, Canada, France, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Portugal.

Votent contre: Arabie Saoudite, Espagne, Soudan, Syrie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Tchécoslovaquie, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Mexique, Maroc, Pakistan, Pérou, Pologne, Roumanie.

S'abstiennent: Suède, Thaïlande, Turquie, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Autriche, Finlande, Honduras, Irlande, Israël, Italie, Norvège, Panama, Philippines.

Par 47 voix contre 9, avec 14 abstentions, la proposition est rejetée.

42. Le PRESIDENT met aux voix la proposition présentée par le Chili, le Mexique et le Pérou (A/C.3/L.523/Rev.1 et A/C.3/L.523/Add.1 et 2).

A la demande du représentant de l'Arabie Saoudite, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Cambodge, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Equateur, Finlande, France, Honduras, Islande, Irlande, Israël, Italie, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Pérou, Philippines, Portugal, Suède, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Autriche.

Votent contre: Ceylan, Tchécoslovaquie, Egypte, Ethiopie, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Pologne, Roumanie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Yémen, Yougoslavie, Afghanistan, Albanie, Bolivie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie.

S'abstiennent: République Dominicaine, Guatemala, Pakistan, Espagne, Thaïlande, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Argentine, Belgique, Brésil.

Par 32 voix contre 28, avec 10 abstentions, la proposition est rejetée.

La séance est levée à 13 h. 20.